

BUREAUX : RUE NAIN, 1.

Roubaix, Tourcoing :

Trois mois . . . . . 12 f.
Six mois . . . . . 23
Un an . . . . . 44

L'abonnement continue, sauf avis contraire

On s'abonne et on reçoit les annonces : A ROUBAIX, aux bureaux du journal, rue Nain, 1 ; A TOURCOING, chez M. Vanaverbeck, imprimeur-libraire, Grande-Place ; A LILLE, chez M. Béghin, libraire, rue Grande-Chaussée. A PARIS, chez MM. Havas, Lafitte-Bullier et Cie, place de la Bourse, 8 ; A BRUXELLES, à l'Office de Publicité, rue de la Madeleine.

JOURNAL DE ROUBAIX

QUOTIDIEN, POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

DIRECTEUR-GÉRANT : J. MEBREUX

Le Nord de la France :

Trois mois . . . . . 13 f.
Six mois . . . . . 25
Un an . . . . . 52

ANNONCES : 15 centimes la ligne.
RÉCLAMES : 25 centimes.
— On traite à forfait. —

ROUBAIX, 11 JANVIER 1871

Voir aux dernières nouvelles

Dépêches télégraphiques

(Service particulier du Journal de Roubaix)

Le ministre de l'intérieur aux préfets et sous-préfets.

Bordeaux, 10 janvier 1871. 11 h. 30 m.

Les troupes de Château-Renault ont été très-violemment attaquées sur la ligne de Saint-Cyr-du-Gault à Anthou; toutes nos positions ont été conservées à l'exception du village d'Anthou.

Un engagement paraît avoir eu lieu en même temps sur l'alignement de Brétagne, près de Theil.

Les détails manquent sur ces deux combats.

Nous recevons de l'armée de l'Est les nouvelles suivantes. Nous les donnons telles qu'elles nous parviennent à l'instant même :

Rougemont, 9 janvier, 7 h. 40 soir.

La bataille finie à 7 heures, la nuit seule nous empêche d'estimer l'importance de notre victoire. Le général en chef couche au centre du champ de bataille et toutes les positions assignées à l'armée pour ce soir par l'ordre général de marche d'hier, sont occupées par elle.

Villersexel, la clé de la position, a été enlevée aux cris de : Vive la France ! Vive la République !

A demain les résultats. Pour copie conforme : Le préfet du Nord.

PIERRE LEGRAND.

Londres, 10 janvier.

Le 6, à onze heures, les Allemands ont attaqué le général Curtzen dans la région de Saint-Cyr, Villeporcher, Villechauve (Loir-et-Cher).

La colonne du général Jobey ayant été repoussée jusqu'à Neuville, le général Curtzen s'est porté à son secours immédiatement.

Il a pris l'offensive et a réoccupé toutes les positions.

Il a refoulé l'ennemi au-delà de Saint-Amand, où nos troupes sont rentrées à la nuit.

Les pertes des ennemis en hommes tués, blessés et prisonniers, sont considérables. Les nôtres sont légères.

Le général Jouffroy est entré en ligne à deux heures et demie.

Il a contribué puissamment au succès de la journée.

Londres, 10 janvier.

Le Times publie le télégramme suivant de Tours, 8 janvier.

L'extrême aile droite de l'armée de Chanzy, a été faiblement attaquée par les Prussiens qui ont pris Villeporcher (près Verdun) qui était occupé par quelques centaines de mobiles.

Les Allemands mirent le feu à Neuville, qui a été simultanément attaqué par l'artillerie sans grands résultats.

Des forces considérables ont été envoyées à Château-Renault pour s'opposer au mouvement de flanc des Allemands.

Londres, 10 janvier.

Un grand ballon est passé aujourd'hui vers midi par-dessus Londres, se dirigeant vers le sud.

On suppose qu'il vient de France.

Londres, 10 janvier.

Le Times dit qu'il ne peut être question de la paix avant la chute de Paris.

Les neutres qui désirent faire quelque chose en faveur de la paix doivent parler hardiment à l'Allemagne et à la France, avec le courage d'un désintéressement complet.

Si cette démarche échoue, la honte et le déshonneur doivent retomber sur ceux qui auront rejeté les bons offices des puissances médiatrices.

Dépêche prussienne.

Carlsruhe, 10 janvier.

La Gazette de Carlsruhe publie une dépêche du général Glumer, datée de Vesoul, 7 janvier :

Dans les combats de reconnaissances qui ont eu lieu hier, nous avons pris Echenoz-le-Sec et Lepricy (?). Nous avons fait prisonniers 3 officiers et 207 hommes.

Nos pertes s'élèvent à 14 morts et 27 blessés.

Les colonnes de l'armée du prince Frédéric-Charles qui étaient à Vendôme, dit l'Indépendance, ont quitté cette ville pour gagner Saint-Calais. Aux dernières informations reçues à Versailles, elles avaient dépassé cette ville sans avoir eu à livrer des combats importants. A Saint-Calais est à 4 kilomètres du Mans.

Des dépêches de Bordeaux ainsi que d'informations adressées de Tours au Times, il semble résulter que si l'armée du prince Frédéric-Charles avance par Saint-Calais, sur le Mans, l'extrême aile droite de Chanzy maintient ses positions aux environs de Château-Renault.

Le général de Werder qui défend les approches de Belfort et l'accès du département des Vosges, reçoit des renforts considérables et concentre toutes ses ressources à Vesoul pour tenir tête à l'attaque projetée de Bourbaki ; soit que celui-ci essaie de se porter vers l'Alsace, soit qu'il marche vers Nancy et la Lorraine.

Déjà il y a eu entre les deux forces ennemies quelques combats d'avant-garde. La Gazette de Carlsruhe en signale à Leuvrecey et à Echenoz, deux villages situés à deux lieues au sud de Vesoul, l'un sur la route de cette ville à Pesme et Auxonne, l'autre sur le chemin de fer de Besançon.

Le siège de Longwy ne tardera pas à commencer. Quatre-vingts canons de siège et un assez nombreux état-major sont arrivés dimanche devant cette place.

PARIS D'APRÈS LE SIÈCLE.

S'il fallait juger de la situation de Paris par le premier article qu'a publié hier le Siècle, notre pauvre et chère capitale en serait arrivée à ses derniers moments; elle ne serait plus que le théâtre des récriminations, des dissensions, des dénégations, ou accuserait déjà le général Trochu de trahison; ou lui reprocherait, la phrase en toutes lettres dans le Siècle, d'avoir fait, pour en finir, une sortie à la Bazaine.

Dans les conversations de boulevard, enfin, — et ici nous citons textuellement le Siècle, — dans les conversations de boulevard où naturellement le langage est plus libre, on dédaigne les réticences des journaux; et ceux qui ne regardent pas le général Trochu comme inférieur à sa tâche, ne se font pas faute de lui prêter les vues criminelles. Selon eux, le gouverneur ne viserait qu'à sauver les apparences, qu'à faire exécuter des semblants de batailles et des semblants de sorties, qu'à user ainsi les munitions et les forces, jusqu'au jour où, les mobiles n'ayant plus rien à mettre dans leur chassepot, on serait heureux de transiger avec la Prusse moyennant une restauration du comte de Paris, petit-neveu du roi Guillaume, comme chacun sait.

Nous répugnons à attribuer des projets ténébreux au citoyen dont les premières proclamations, — Paris s'en souvient encore, avaient un si grand caractère de franchise et de loyauté. Mais, nous ne craignons pas de le dire, nous aimerions à être rassurés sur les capacités militaires du général.

Les gens du métier lui reprochent beaucoup de fautes, et quelques-uns vont même jusqu'à dire qu'il en a commis à lui seul plus que tous les maréchaux de l'empire réunis.

1. Il a, contre les règles les plus élémentaires, rassemblé dans une place qui était à la veille d'être assiégée, toutes les forces disponibles du pays ;

2. Il a négligé d'envoyer en province un seul organisateur militaire, politique ou administratif ;

3. Il a imaginé d'armer les gardes nationaux de la banlieue au lieu de les ramener dans Paris en faisant le vide tout autour de la capitale ;

4. Sachant qu'il n'y avait en province personne pour diriger les opérations de guerre, il nous a laissés plusieurs mois sans un plan de conduite ;

5. Au lieu de marcher à fond, comme le commandaient les circonstances et le plan convenu, il a fait le 30 novembre et le 2 décembre, une sortie platonique, laissant à la discrétion de l'ennemi l'armée extérieure qu'il avait fait placer dans une situation ridicule ;

6. Pour en finir, il vient encore de faire une sortie à la Bazaine.

Voilà donc l'acte d'accusation que formule le Siècle contre le général Trochu, voilà quels épouvantables découragements le journal subventionné — il ne l'a pas nié, — de la délégation de Bordeaux jette dans l'opinion publique qui, depuis quatre mois, s'est habituée à considérer le général Trochu comme le défenseur de Paris, comme celui qui soutenait, maintenant, reconfortait la capitale, com-

me celui qui devait sauver la France en conservant Paris, aujourd'hui, Trochu n'est plus déjà qu'un traître ou qu'un incapable. Et le public, effrayé ne peut conclure de tout cela qu'une chose : Si Trochu nous trahit ou si Trochu est incapable, Paris est perdu et avec lui, la France !

Jamais les journaux, que le Siècle se complait à appeler réactionnaires et Prussiens, ont-ils jetés pareilles terreurs dans l'esprit public, ont-ils rien fait de nature à augmenter ainsi la confiance de l'ennemi ?

Et ce n'est pas seulement l'élément militaire que le Siècle poursuit de ses insultes ; aujourd'hui, il est vrai, il dénonce le général Trochu, mais avant-hier, il attaquait le ministre des finances, M. Picard, coupable sans doute de n'avoir pas entièrement approuvé l'emprunt Laurier, dont une partie a profité à notre confrère. Nous ne voulons pas fatiguer encore nos lecteurs de cette presse dénonciatrice qui, réellement répugne aux vrais et sincères patriotes, mais si quelqu'un doute de notre affirmation, qu'il lise le Siècle du 11 janvier 1871, deuxième colonne de la deuxième page, et il y verra que M. Picard est la cause indirecte de la révolte du 31 octobre.

M. Picard, dont l'énergie, le sang-froid et l'autorité ont le plus contribué, ce jour-là, à sauver Paris de la domination du drapeau rouge et de la honteuse dictature d'un Flourens et d'un Blanqui !

Trochu et Picard ! demain sans doute Jules Favre ! Est-il permis, est-il possible de dénoncer, de livrer à la haine publique tout ce que la France possède aujourd'hui encore d'hommes honnêtes et énergiques,

Nous qui savons ce que valent, en probité et en talent, ces citoyens luttant avec tant de vigueur contre une aussi formidable responsabilité, nous qui savons que la situation de Paris n'est point telle que la dépeint le Siècle, nous nous demandons vraiment dans quel but on attaque ainsi des hommes dont l'un, du moins, Picard, a combattu pendant vingt ans dans les rangs républicains, qui luttait à visière découverte avec les Cing, tandis que le Siècle déjeunait sous un masque aux dépens de la République et disait, sous un autre, aux crochets du prince Napoléon. On peut donc tendre cette intrigue tortueuse dont les laçets veulent étouffer Trochu et Picard, qui met Paris sur la même ligne que Metz, et qui cloque ses défenseurs au pilori, où l'on a précédemment attaché Ladmirault et Changarnier ?

(Patrie).

Bordeaux, 3 janvier.

Un événement dont l'importance frappe tous les esprits sérieux s'est produit aujourd'hui. Cet événement, ce n'est ni une victoire, — bien que nous ayons un avantage à signaler, — ni un échec, bien que l'abandon par nos troupes du plateau d'Avron, et successivement la perte de nos positions conquises sous Paris, soient ici considérées comme tels. Cet événement, ce n'est plus le discours de M. Gambetta, si fort commenté avant-hier, et tant applaudi hier, — c'est un article du Siècle.

C'est comme j'ai l'honneur de vous le dire, Le Siècle passe pour recevoir ses inspirations de haut. Sans me faire ici l'écho d'aucune médisance, je puis dire que je le crois bien en cour; bref, un article de l'importance de celui qu'il publie ne passera jamais pour avoir été fait... en dehors de toute inspiration.

Cet article n'est rien moins qu'une attaque à fond de train contre le général Trochu. On ne pose le dilemme, à son égard, qu'entre l'incapacité et la trahison. Vous voyez que c'est grave.

Où, grave ! et plus encore qu'il ne paraît, car sous ce besoin de s'en prendre à Trochu on devine des inquiétudes soudaines sur la situation de Paris ! qu'il ce Paris qu'on nous disait hier avoir pour plus de deux mois de vivres, en serait aujourd'hui à ce dilemme de capituler ou de tenter une sortie désespérée ?

Mais remontons à l'origine des choses : l'évacuation du plateau d'Avron, la perte de toutes nos positions conquises du 20 novembre au 2 décembre, sont pour les Parisiens de sensibles échecs. Avec cela le temps passe et les vivres diminuent. Je crois vous avoir récemment parlé d'une lettre du baron de Jouvenel qui, vers le milieu de décembre, recommandait la grande sortie, la sortie décisive et, dès lors, en trouvant le temps venu. D'autre part, vous aurez

su, par les journaux anglais le plan que l'on attribue au général Trochu qui, lorsqu'il jugerait la position à Paris intenable, se retrancherait dans un des forts et s'y défendrait jusqu'aux plus extrêmes limites. Eh bien, si l'on en doit croire quelques indications fournies par les journaux de Paris qui nous sont arrivés par ballon, les généraux Trochu et Ducrot seraient en ce moment en désaccord complet sur le parti à prendre ; Ducrot voulant à tout prix affronter la sortie, et Trochu ne croyant pas devoir la risquer sans être assuré du concours et du secours de la province.

Par suite de ce désaccord, deux partis : ceux qui veulent la sortie — et c'est le plus grand nombre — et ceux qui croient, avant tout, devoir suivre aveuglément les indications de Trochu.

Trochu était, il y a peu de jours, l'idole de la population parisienne. Aujourd'hui quelques journaux parisiens le discutent, mais timidement, et au moins avec convenance; de ce nombre le Temps. L'article du Siècle donne ces extraits des journaux de Paris.

La différence du ton de ces journaux, qui sont mieux à même que nous, ici, de juger gens et choses, et du ton du Siècle, de Bordeaux, ne vous échappera pas. Là bas on pose une question; ici on la tranche avec acrimonie.

C'est demain qu'il faudra voir ceux de nos journaux qui font de l'opposition à M. Gambetta; et convenons qu'ils auront la partie belle.

Qui a donc pu faire arriver jusqu'à l'oreille de l'auteur de l'article les commentaires qui se font à Paris, de vive voix, sur les boulevards, et lui apporter, tout formulé en six points, le réquisitoire verbal dont il prétend n'être que l'écho ?

Croyez bien que la Gazette de France, la France, le Français, et même le Constitutionnel demanderont cela, et ajouteront méchamment que ces échos de Paris ont été entendus dans les antichambres de la délégation à Bordeaux. Sérieusement, je ne prends pas parti sur le fond de la question, ne connaissant pas le général Trochu, et ne me sentant pas de compétence en fait de stratégie militaire. Instinctivement, s'il y a dissentiment entre lui et le général Ducrot, touchant le projet d'une sortie formidable et décisive, je me sens porté vers celui qui conseille la sortie. Mais une chose certaine, et que je ne crains pas d'affirmer, c'est que l'article du Siècle a eu ici un détestable effet.

Croit-on que le général Ducrot conduira mieux que le général Trochu la suprême tentative de Paris? Qu'on avise: mais qu'on n'attaque pas l'homme dont on faisait hier un demi-dieu. Qu'on ne l'injurie pas surtout.

Mais une chose est dangereuse entre toutes : prenez garde, sur ce terrain le pied glisse... Eh quoi ! vous dites que la province est prête et que Paris la fait attendre ! Mieux : vous insinuez que c'est Paris qui fait faux bond à la province ! Ah ! ceci est trop fort !

En tout cas, grave symptôme que cet article et menaçants présages que les commentaires dont j'ai déjà entendu accompagner.

Force ballons sont arrivés, comme vous savez, ces jours-ci ; en revanche, si nous avons des nouvelles de Paris, Paris n'a pas de nouvelles. Par ce froid, les pigeons n'ont pas pu voyager. On va, me dit-on, en lâcher demain, la température s'étant un peu adoucie. Tant mieux, il est grand temps d'avertir les Parisiens que nous les attendons, et que les généraux Chanzy et Bourbaki s'impatiente.

(Indépendance).

Correspondance particulière du Journal de Roubaix.

Bordeaux, jeudi, 5 janvier.

Il nous est arrivé cette après-midi des nouvelles de Paris; une dépêche de l'Agence Havas annonce qu'un ballon est tombé à Mortagne. Il apporte des nouvelles de Paris jusqu'au mardi 3 : le bombardement des forts de l'Est a continué; les dégâts produits par ces bombes, — il en est lancé 4,000 par jour, — sont réparés pendant la nuit, et nos pertes ne s'élèvent qu'à 29 hommes tués et environ 200 blessés. Enfin, il est dit que le journal officiel a publié une note annonçant la résolution du gouvernement, d'accord avec la population, de ne signer aucune capitulation.

Ces dépêches, seront sans doute complétées demain par celles que communi-

quera le Gouvernement. On saura alors si, depuis l'évacuation du plateau d'Avron, il n'y a eu aucun mouvement offensif de l'armée de Paris, et si les assiégés se sont bornés à suivre les effets du bombardement. Nous recevons en même temps des lettres et des journaux de Paris, et nous serons renseignés sur ce double courant, qui existe dans la capitale et dont il nous serait assez difficile aujourd'hui, de bien définir le caractère et l'importance. D'après les documents que nous avons entre les mains, il existe, à Paris, un groupe d'hommes politiques qui, plus ou moins ouvertement, réclament le rétablissement de la paix, dût-elle être obtenue par la capitulation de la capitale. Nous ne voulons citer aucun nom; d'ailleurs, les principales têtes de ce groupe sont bien connues; et il nous serait bien impossible de calculer le nombre de leurs adhérents.

Mais à côté d'eux une portion notable de la population parisienne est résolue à pousser la résistance jusqu'aux dernières limites, et en tout elle se refuse d'avance à toute proposition de capitulation; elle a ses organes plus ou moins modérés; elle a ses énergumènes; ces derniers accusent le général Trochu de trahison; les premiers discutent avec plus ou moins d'habileté la nécessité d'un prompt et grand effort pour débloquer Paris. Que devons-nous penser des forces respectives de ces partis? Voilà ce que nous ne pourrions préciser, pourtant il faut que les bruits d'une prochaine capitulation aient pris quelque consistance pour que le gouvernement ait jugé nécessaire de les démentir et d'affirmer sa volonté de continuer la lutte.

Cette lutte des opinions se reproduit dans les départements; il semble que le mal actuel de la nation soit l'impatience : Paris comptait sur la province; la province comptait sur Paris. Le premier effort fait en commun, n'a pas réussi; il faut un certain temps pour en préparer un second avec plus de chances sérieuses de succès. Mais le public qui n'est pas dans le secret des généraux, s'impatiente, et nous entendons répéter de tous côtés : Est-ce que Paris aura le sort de Metz; est-ce que l'on ne fera que des sorties de parade; attendra-t-on qu'il n'y ait plus de vivres dans la place pour déclarer que les hommes sont épuisés et incapables d'un énergique effort, etc. ?

Nous répondrons que nous avons foi dans le général Trochu. Que le Siècle conteste sa capacité militaire, c'est son droit; mais nous ne pouvons supposer que le général Trochu soit disposé à aller humblement remettre son épée à M. de Moltke, à livrer comme prisonnier cette belle armée de 200,000 hommes qu'il a eu tant de peine à organiser, à livrer les 500,000 fusils de la garde nationale et l'immense matériel, ainsi que toutes les richesses de la capitale. Nous voulons plutôt croire que le général Trochu a choisi son heure et son champ de bataille et que nous connaissons son plan de guerre seulement au moment où il s'exécute.

Depuis hier on parle d'un prochain voyage que ferait M. Gambetta. Selon les uns, il se rendrait auprès du général Chanzy; selon les autres, il ferait en sorte de se rencontrer avec M. Jules Favre au moment où notre ministre s'embarquerait dans un port de France pour l'Angleterre. Je ne saurais vous dire qui a raison, car certaines personnes persistent à croire que M. Jules Favre viendrait à Bordeaux avant de se rendre à Londres.

La conférence de Londres n'a pas encore pu tenir sa première séance et la date n'en est pas encore fixée. On dit, d'ailleurs, et nous inclinons à le croire, que le retard de l'ouverture tient à une autre raison que l'absence de M. J. Favre: on attend de connaître le résultat du bombardement des forts de Paris, et ce résultat peut exercer une grande influence sur les dispositions des plénipotentiaires. Plus la conférence tardera à se réunir, plus elle aura de chances pour qu'elle prenne les attributions d'un Congrès. Dans le personnel diplomatique qui réside à Bordeaux, la conviction s'est établie que la fin du mois verra la fin de la guerre.

Une personne qui arrive de Normandie, assure que les Prussiens ont payé aux propriétaires Anglais les six navires qu'ils ont coulés dans la Seine; ils ont donné en paiement des bons sur la ville de Rouen.

Ces bons Anglais ont parfaitement accepté ce papier et l'on ajoute que la ville